

SCANDALE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Ghoul nie tout en bloc

Le ministre des Travaux publics a été auditionné en qualité de témoin dans le cadre du scandale politico-financier de l'autoroute Est-Ouest. Dans sa déposition, Amar Ghoul nie en bloc les accusations portées contre lui par plusieurs personnes impliquées dans cette affaire.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
- Amar Ghoul a bien été auditionné par le juge d'instruction de la 9^e chambre du Pôle criminel spécialisé du tribunal d'Alger, le magistrat en charge de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest. Selon des sources proches de ce dossier, l'audition s'est déroulée par écrit au courant de l'été dernier. Ghoul a dû répondre à une quinzaine de questions traitant de différents aspects de ce dossier. Le questionnaire porte essentiellement sur des accusations proférées à son encontre par les principaux prévenus. Le magistrat instructeur aurait demandé au ministre de s'expliquer sur la nature de ses relations avec ces personnes qui ont joué un rôle central dans l'attribution du projet de l'autoroute Est-Ouest aux groupements chinois et japonais.

Falcone, Addou et Nahnah

«Ghoul a rejeté les accusations du businessman Sid Ahmed Addou selon lesquelles il a eu des contacts directs avec l'homme d'affaires français Pierre Falcone et un de ses collaborateurs, Nacereddine Boussaïd. Il a démenti avoir invité Falcone et Boussaïd, au siège de son département, afin de prendre part au Conseil interministériel restreint qui a regroupé Mohamed Béjaoui, alors ministre des Affaires étrangères. Ghoul s'est contenté de rappeler que les Conseils interministériels sont présidés par le Premier ministre, qu'il est seul habilité à en définir l'ordre du jour et à arrêter la liste des participants», indiquent nos sources qui ont requis

l'anonymat. Mieux, Ghoul aurait été catégorique en affirmant que Pierre Falcone et Nacereddine Boussaïd n'ont aucune relation avec le projet d'autoroute Est-Ouest ni avec l'Agence nationale des autoroutes. Pour ce qui est de Sid Ahmed Addou, le ministre des Travaux publics aurait expliqué ne l'avoir rencontré «qu'une seule fois», lors d'une cérémonie de mariage à laquelle il avait assisté en compagnie de Mahfoudh Nahnah. Cette seule et unique rencontre serait donc antérieure à 2003, année du décès du leader du Mouvement de la société de la paix (MSP). Pourtant, Addou se présente lui-même comme étant très proche du ministre des Travaux publics. Dans sa déposition au magistrat instructeur, il a déclaré avoir été chargé par Ghoul de rencontrer, à Paris, les responsables de l'entreprise française EGIS Route – Scetauroute afin de négocier des commissions. L'argent, qui aurait été remis à un certain Tayeb Kouidri de Chlef, aurait permis à EGIS de remporter la maîtrise d'œuvre du tronçon ouest du projet. Un contrat de plus de 60 millions d'euros. «Dans ses réponses au magistrat instructeur, Amar Ghoul a qualifié Sid Ahmed Addou de menteur dont la mission principale était de préfabriquer des faits pour lui porter préjudice. Pour ce qui est d'EGIS, Ghoul a déclaré que seule l'Agence nationale des autoroutes est habilitée à entretenir des relations directes avec l'entreprise EGIS. Le ministre a également affirmé n'avoir jamais rencontré Tayeb Kouidri», soulignent nos sources. Il est important de rappeler que Sid Ahmed



Photo : Archives

Addou, un des personnages-clé dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest, a finalement été remis en liberté après 13 mois de détention préventive.

Un projet surévalué

Il semblerait que le magistrat instructeur se soit intéressé de très près aux relations qu'entretenait le ministre des Travaux publics avec Mohamed Khelladi. Il faut dire que les deux hommes se connaissent très bien, Khelladi ayant été un proche collaborateur de Ghoul lorsqu'il était à la tête du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques. Khelladi sera, par la suite, nommé responsable de la direction des nouveaux projets de l'Agence nationale des autoroutes (ANA). Ancien officier de gendarmerie, il est considéré comme étant celui qui a fait éclater le scandale de l'autoroute Est-Ouest. Au début de la phase d'instruction, alors qu'il était cité en qualité de témoin, il a affirmé que le coût du projet d'autoroute avait été surévalué. Selon lui, le barème international du kilomètre d'autoroute avec l'ensemble des équipements était, à l'époque, évalué à 6 millions de dollars. Dans le cas du projet algérien, le coût du kilomètre d'autoroute sans équipements a dépassé les 8 millions de dollars. Pour Khelladi, la différence aurait permis de payer les commissions aux différentes parties impliquées dans cette affaire. «Faux», aurait répliqué Ghoul dans sa réponse au juge d'instruction de la 9^e chambre du Pôle criminel spécialisé du tribunal d'Alger. Ses arguments seraient les suivants : le coût du projet a été approuvé par la Commission nationale des marchés et le gou-

vernement algérien lors de conseils interministériels présidés par le Premier ministre. Par ailleurs, l'étude financière a été jugée conforme par deux bureaux d'étude internationaux. «A la lecture des réponses du ministre, on constate qu'il met souvent en avant la responsabilité du Premier ministre. C'est notamment le cas dans les aspects liés aux dépenses financières effectuées par les groupements chinois et japonais pour prendre en charge, à l'étranger, les personnels de son département et de l'Agence nationale des autoroutes. Dans ses réponses, Ghoul précise que tous les fonctionnaires ont été pris en charge par l'Etat algérien et que les ordres de mission étaient visés par le Premier ministre». Sur un autre plan, Amar Ghoul dément avoir été tenu au courant des dépenses effectuées par les deux groupements pour assurer la location de biens immobiliers, l'achat de véhicules et d'autres frais annexes au profit de l'ANA et de la direction des nouveaux projets. Il s'inscrit donc en faux contre les déclarations de Mohamed Khelladi. Selon lui, l'ANA est une structure totalement «indépendante» et est seule habilitée à gérer les relations avec les entreprises impliquées dans ce projet. Pourtant, le témoignage de Jiangsheng Wang, le président-directeur général de l'entreprise chinoise CITIC, tente de prouver le contraire. En effet, le responsable de la CITIC a précisé que l'ensemble des dépenses financières était inscrit dans le cadre du contrat programme au chapitre du «cahier des conditions administratives particulières».

Amar Ghoul, en sa qualité de ministre des Travaux publics, est censé être au courant du contrat programme dans ses moindres détails.

Sous-traitance et corruption

Amar Ghoul confirme, néanmoins, avoir reçu une correspondance de Mohamed Khelladi dans laquelle il lui demande d'installer une commission d'enquête interne pour faire la lumière sur l'octroi des marchés de sous-traitance au profit de certaines entreprises algériennes. Le ministre aurait précisé que cette correspondance avait été renvoyée «sur-le-champ» vers la direction générale de l'Agence nationale des autoroutes, seule habilitée à prendre une telle décision en sa qualité de tutelle de la direction des nouveaux projets. Par contre, Ghoul aurait nié les propos de Khelladi selon lesquels il lui aurait fait part de cas de corruption flagrants impliquant, notamment, l'homme d'affaires Chani Medjdoub. «Tout n'est que mensonges et pure invention», aurait-il précisé au magistrat instructeur. En fait, plusieurs «zones d'ombre» persistent encore sur la relation entre Amar Ghoul et Mohamed Khelladi. Durant son passage à la direction des nouveaux projets de l'ANA, Khelladi était l'homme de confiance du ministre, puisque ce dernier lui a accordé le pouvoir de signature au nom de la direction générale de l'Agence nationale des autoroutes. Mais il semblerait que Amar Ghoul n'ait soufflé mot sur ce «détail» dans sa déposition écrite.

T. H.

DÉPOSITION PAR ÉCRIT DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Une mesure particulière prévue par le code de procédure pénale

L'audition du ministre des Travaux publics par le juge d'instruction en charge du dossier de l'autoroute Est-Ouest s'est déroulée dans le cadre d'une mesure particulière prévue par l'article 542 du code de procédure pénale. «Pour recevoir le témoignage d'un membre du gouvernement, la juridiction saisie de l'affaire peut : soit adresser directement au membre du gouvernement concerné des demandes et questions se rapportant aux faits sur lesquels le témoignage est requis, soit faire entendre le membre du gouvernement concerné par le président de la cour d'Alger. Le témoignage ainsi reçu est communiqué, sans délai, au ministère public ainsi qu'aux parties à la procédure. Il est lu publiquement et il est soumis aux débats lorsqu'il s'agit de la procédure de jugement», stipule cet article. Dans le précis, Amar Ghoul a été destinataire d'un questionnaire auquel il a répondu, point par point, par écrit. Notons que ce même article prévoit une autre procédure à travers laquelle le ministre concerné peut être entendu à témoigner à «titre personnel». Mais cette procédure nécessite l'autorisation du chef de l'exécutif.

T. H.